



Titre : L'HYPOCRISIE SCOLAIRE
Auteurs : François DUBET – Marie DURU-BELLAT
Editeur : SEUIL (épreuve du fait)
Année : Sept. 2000

PLAN

Introduction

LES TENSIONS AU COLLEGE

1. Les épreuves du métier
2. L'école envahie
3. L'école et la république

QUE FAIT LE COLLEGE

4. L'invention du collège et l'évolution des niveaux
5. Du collège aux collèges
6. Le travail au collège

UNE POLITIQUE POUR LE COLLEGE

7. Choisir le collège
8. Adapter ou réformer ?

EN RESUME

Les sociologues DUBET et DURU-BELLAT affirment que le collège unique à la française est à la fois inadapté à l'époque et profondément inégalitaire. Refonder l'institution est indispensable. C'est au collège qu'il y a le plus de violence, le moins d'intérêt scolaire de la part des élèves, et que se creusent les inégalités.

« L'école démocratique de masse est dominée par un paradoxe qu'il importe de bien saisir si l'on souhaite essayer de le réduire sinon de l'annuler. En s'ouvrant, l'école a considérablement renforcé son rôle d'intégration, l'offre s'est étendue à tous et l'école apparaît plus juste parce qu'elle a élargi l'accès à un bien rare. D'autre part, c'est l'école qui sanctionne les échecs et les succès et, dans le cas des échecs, c'est elle qui « exclut » l'élève vers des filières de relégation relative. Ainsi l'école s'ouvre à tous mais elle conduit à sélectionner elle-même les élèves, créant des inégalités qui ne peuvent plus être rapportées, comme auparavant, aux seules inégalités sociales. »

Selon les enseignants, c'est la décomposition du tissu social qui est la cause des problèmes scolaires. En effet, les élèves ne croient plus en l'utilité des études ; le cercle vertueux du travail scolaire, de la qualification professionnelle et de l'intégration sociale n'aurait guère de sens pour certains élèves.

DUBET et DURU-BELLAT s'interrogent sur la scolarité qui semble plus facile sous prétexte qu'il n'y a plus de sélection à l'entrée. L'ouverture du collège à tous a-t-elle entraîné une baisse de niveau ? A-t-elle au moins permis de réduire les inégalités sociales dans les carrières scolaires des jeunes ? Sur tous ces aspects, ce livre situe la France par rapport aux autres pays voisins.

Les élèves d'aujourd'hui sont différents face à une sélection transformée. Le niveau baisse-t-il vraiment ? Les constats sont contrastés malgré le pessimisme des enseignants. A travers l'éducation, l'enjeu est « est autant de classer que de se former : les formations sont différentes et débouchent sur des positions inégalement intéressantes sur le marché du travail. » De plus, le collège fait des différences : il existe un « effet établissement ». Faut-il développer ou limiter l'autonomie des établissements ? Dans son chapitre « Choisir le collège », DUBET revendique un collège pour tous en redéfinissant ses finalités, son organisation et des programmes revus. Il faut garantir une culture commune même si cela entraîne des tensions : un collège uniforme qui prépare à des parcours diversifiés.

Les sociologues dans leur dernier chapitre, se posent la question suivantes : faut-il adapter ou réformer le collège ? L'école s'adapte mais le changement est peu maîtrisé, en effet les tensions du système se déplacent vers les individus sans pour autant obtenir le consentement des acteurs du collège. Les politiques éducatives doivent faire l'objet d'une réflexion plus globale, incluant des arbitrages avec d'autres politiques (de l'emploi, de la ville...)

En s'ouvrant à tous les élèves, l'école républicaine a simultanément accompli un projet démocratique et changé de nature. « L'emprise des diplômes sur les carrières sociales a accentué l'utilitarisme des acteurs, l'école ne peut plus résister à l'invasion des problèmes sociaux. » L'autorité naturelle s'est progressivement défaite, d'abord dans les familles puis dans l'école. Comment fonder l'autorité quand elle cesse d'apparaître « naturelle » ? La légitimité de l'école est moins fondée sur les valeurs auxquelles elle est identifiée que sur sa capacité d'atteindre ses objectifs et de rendre au public le service qu'il attend. Dans le cadre scolaire, cela signifie que la loi scolaire doit être acceptée au terme d'un travail spécifique et, plus précisément, qu'elle doit être justifiée, qu'elle doit être « démontrée bonne. »

Au lieu de proposer la compétition comme objectif, l'école doit viser l'intégration subjective de tous ces élèves. Pour cela le collège a besoin « de politique, de débats démocratiques plus larges et de décisions. »